

ÉTATS-UNIS

Barack Obama pourrait être reçu par le pape en juillet en marge du G8

Le président américain Barack Obama pourrait être reçu par Benoît XVI au Vatican en juillet, en marge du sommet du G8 qui aura lieu à L'Aquila (centre de l'Italie) du 8 au 10 juillet, a annoncé hier l'agence Ansa, sans citer ses sources.

Cette première rencontre entre le pape et le président américain, élu en novembre, pourrait avoir lieu «en marge du sommet, la date la plus probable pouvant être celle du 10 juillet même s'il n'y a aucune confirmation officielle», précise l'agence.

Le G8, présidé cette année par Rome, se réunira symboliquement à L'Aquila, capitale des Abruzzes ravagée par le séisme du 6 avril qui a fait 299 morts, et non pas en Sardaigne où il était prévu initialement. En novembre dernier, à la suite de l'élection de Barack Obama à la présidence américaine, Benoît XVI lui



Photo : DR

avait adressé «sa bénédiction afin que Dieu lui apporte son soutien, à lui et au peuple américain, et que toutes les personnes de bonne volonté puissent travailler pour bâtir

un monde de paix, de solidarité et de justice», avait rapporté le porte-parole du Vatican.

Les deux hommes avaient eu un entretien téléphonique quelques jours plus tard.

Barack Obama est favorable au droit à l'avortement et à la reconnaissance des unions civiles pour les couples homosexuels, ce à quoi s'oppose fortement le Vatican.

Israël adoucit le texte de la loi controversée sur la Nakba

Le gouvernement israélien a adouci hier le projet de loi controversé sur la Nakba, la «catastrophe» que fut pour les Arabes d'Israël la création de l'Etat hébreu en 1948, apprend-on de source gouvernementale. Le projet de loi revu par le cabinet interdit toute aide de l'Etat à une quelconque participation à la commémoration de la Nakba, sans imposer des sanctions pour ceux qui marqueraient l'événement.

«Le projet de loi original était en contradiction avec la liberté d'expression, ce que nous avons jugé trop excessif», a affirmé cette source gouvernementale. Ces changements sont intervenus suite à l'adoption la semaine dernière par le cabinet d'un projet de loi visant à interdire toute commémoration de la Nakba, prévoyant une peine allant jusqu'à trois ans de prison pour les contrevenants. Ce projet de loi avait été fustigé par des députés arabes et par des associations pour les droits civiques.

Pour devenir une loi, le projet doit être entériné par le Parlement israélien en trois votes successifs. La communauté arabe israélienne compte plus d'1,2 million de personnes sur une population totale de près de 7 millions. Elle rassemble les descendants de 160 000 Palestiniens restés sur leurs terres après la création d'Israël en 1948. Elle dispose du droit de vote et bénéficie d'un niveau de vie bien supérieur à celui des Palestiniens de la Cisjordanie ou de la bande de Gaza, mais reste victime de graves discriminations.